

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

En cas de litige, seule la version française des conditions générales fera foi.

1. CHAMPS D'APPLICATION. Les présentes conditions générales s'appliquent à tout contrat par lequel l'Institut scientifique de service public, ci-après dénommé "ISSeP", s'engage à accomplir au profit de son cocontractant une prestation matérielle ou intellectuelle quelconque. Le client est réputé les accepter sans réserve. Elles excluent les éventuelles conditions générales et particulières d'achat du client, à moins que le vendeur, dûment représenté par la personne de son directeur général, ait expressément marqué son accord, par écrit, sur l'application de tout ou partie de celles-ci.

2. OFFRE. Nos offres sont établies, sans frais, sur la base des informations communiquées par le client.

3. PRIX. Nos prix s'entendent hors taxes. Dans l'état actuel de la législation, l'ISSeP n'est pas assujéti à la T.V.A. Toutefois, si une modification de la loi venait à assujétir les prestations de l'Institut à un impôt ou une taxe quelconques, ceux-ci seraient portés en compte au client en sus des prix indiqués.

Le client autorise le vendeur à réviser le prix global convenu à concurrence d'un montant maximum de 80% de ce prix en fonction de l'augmentation, entre la conclusion de la vente et son exécution, du coût réel des paramètres suivants : marchandises, matières premières, salaires et énergie, étant entendu que ces paramètres s'appliquent à concurrence de la partie du prix correspondant au coût qu'ils représentent.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT. L'ISSeP se réserve le droit d'exiger un acompte au moment de la commande, le solde étant alors payable sur présentation de la facture. Lorsque le contrat prévoit le paiement d'un acompte, les délais de fournitures ne courent qu'à dater de ce paiement.

Sauf stipulation expresse contraire, les factures de l'ISSeP sont payables dans les 15 jours calendrier de leur réception. Toute réclamation relative à celles-ci doit être notifiée au vendeur, par courrier recommandé, au plus tard dans les 10 jours calendrier de sa réception à défaut de quoi elle ne sera pas prise en compte.

En cas de non-respect de l'échéance, les sommes dues par le client portent intérêts, de plein droit et sans mise en demeure, au taux d'intérêt légal, applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales. En outre, les sommes qui demeurent impayées 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure entraîneront de plein droit la déduction d'une indemnité forfaitaire d'un montant égal à 15% de la somme en principal de la somme en principal, intérêts et frais avec un montant minimum de 75 euros.

En cas de recouvrement judiciaire de toute facture, le client sera redevable des frais raisonnables de recouvrement, tels que les frais d'avocat et les frais internes de gestion qui dépasseraient le montant de l'indemnité forfaitaire.

5. DÉLAIS. Sauf stipulation contraire écrite et acceptée, les commandes sont exécutées, dans les délais les plus brefs, suivant l'ordre chronologique de leur réception à l'ISSeP. Il est entendu entre les parties que l'exigence d'une priorité d'exécution, souhaitée par le client ou inhérente aux faits propres à l'affaire, y compris celle survenue en cours d'exécution, peut impliquer un surcoût qui sera porté en compte du client.

Si le client ne respecte pas les délais qu'il s'est fixés dans le bon de commande ou si l'exécution de la prestation est entravée pour une raison imputable à celui-ci, l'ISSeP se réserve le droit de proroger les délais et de porter en compte du client les frais supplémentaires ainsi exposés.

L'ISSeP ne peut être tenu pour responsable d'un retard de délai imputable à des tiers ou dû à une cause étrangère (panne d'instrument, carence des fournisseurs ou prestataires de service en amont, etc.)

6. RAPPORT. Certaines commandes se clôturent par la rédaction d'un rapport exposant les résultats, les méthodes utilisées et les commentaires de l'Institut. Sauf s'il en a été préalablement convenu autrement, ce rapport sera rédigé en français.

Les délais donnés pour la fourniture du rapport ne sont donnés qu'à titre indicatif. Un retard éventuel ne pourra jamais donner lieu à réclamation d'aucun dommage et intérêt, ni à l'annulation de la commande.

Sauf demande contraire, le rapport sera adressé au client par courrier postal ordinaire. A moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la commande, aucun résultat partiel ou intérimaire ne sera communiqué. Seule la version écrite, datée et signée, pourra être considérée comme certaine et définitive.

Le client s'interdit formellement de prendre en son nom les résultats dont l'ISSeP est l'auteur.

7. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. Le client prendra toutes précautions utiles et garantira l'ISSeP de toutes actions en contrefaçon ou autre réclamation qui concerneraient tout ou partie de la commande et qui seraient exercées par le titulaire d'un quelconque droit de propriété industrielle.

Pour le cas où les résultats de la commande seraient diffusés à des fins scientifiques (communications, publications), le client s'engage à avertir l'ISSeP, ainsi qu'à citer son nom et indiquer clairement son rôle.

Si les résultats de la commande conduisent au dépôt d'un brevet, d'un modèle ou à l'octroi de toute autre protection de propriété intellectuelle, le client s'engage à avertir l'ISSeP et à citer, dans les documents d'obtention de la protection, à la fois le nom de l'ISSeP et celui des membres du personnel de l'Institut qui ont exécuté la commande.

Si la contribution de l'ISSeP constitue un apport significatif, le client concèdera à l'ISSeP une licence gratuite, non exclusive et aux effets les plus étendus. En outre, il retournera à l'ISSeP la moitié des redevances en cas de licence à un tiers ou la moitié du prix en cas de cession des droits à un tiers.

8. RESPONSABILITÉ. Le client demeure responsable des matières, objets et échantillons, ainsi que de leur emballage, qu'il met ou fait mettre en dépôt à l'ISSeP. Indépendamment des indications pouvant figurer dans la commande, le client s'engage à signaler, par un écrit accompagnant le dépôt, toute caractéristique particulière de celui-ci susceptible d'avoir une incidence quelconque pour le traitement, la santé ou la sécurité. Sauf exigence contraire de l'ISSeP, le client est tenu de reprendre possession des matières, objets, échantillons et emballages déposés dans le mois de la notification qui lui en sera faite. A défaut, il lui sera porté en compte les frais de stockage et d'évacuation. Au cas où un stockage s'avérerait nécessaire pour une période dépassant celle des prestations de l'ISSeP, le client supportera, le cas échéant, les frais d'entreposage supplémentaires.

En aucun cas, l'ISSeP ne sera responsable des travaux ou prestations préalables à ceux qui figurent à la commande acceptée, même s'ils ont été prescrits par lui. L'ISSeP ne sera pas davantage responsable des éventuelles actions et mises en cause qui pourraient être menées contre le client à la suite de l'exécution correcte de la commande.

L'ISSeP garantit un contrôle de qualité interne, selon les règles de l'art et les normes en vigueur. En cas de bien-fondé d'une réclamation, la garantie de l'ISSeP est limitée au renouvellement, dans les plus brefs délais, de toutes les prestations nécessaires à la bonne fin de la commande.

Le client est tenu d'informer l'ISSeP lorsque les prestations qui font l'objet de la commande s'inscrivent dans le cadre d'une procédure judiciaire.

9. CONFIDENTIALITÉ. L'ISSeP s'engage à ne divulguer aucune des informations reçues ou recueillies dans le cadre d'une relation contractuelle, et ce, à quelque autorité ou personne que ce soit, sans une autorisation écrite du client, sauf lorsque l'ISSeP intervient en tant qu'organisme notifié. Dans ce cas, l'ISSeP est tenu de fournir, sur demande, des informations à l'autorité notifiante ou aux autres organismes notifiés, dans les conditions prévues par la Directive ou Règlement européen y relatif.

10. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE. Le traitement, par le vendeur, des données personnelles de l'acheteur a pour finalités, l'exécution de la présente convention, l'administration de la clientèle et la promotion des produits et services du vendeur. Sauf demande expresse contraire du client, l'Institut se réserve aussi le droit de le citer dans sa liste annuelle de clientèle (rapport d'activités). A tout moment, le client bénéficie d'un droit d'accès, de contrôle et de rectification gratuits des données le concernants, conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

11. CAUSE ÉTRANGÈRE ET FORCE MAJEURE. En cas de cause étrangère à l'ISSeP, ainsi qu'en cas de force majeure (y compris panne d'équipement, incendie, grève,...), l'ISSeP aura le choix entre :
- suspendre ses obligations aussi longtemps que subsiste l'événement,
- prononcer la résolution du contrat, de plein droit et sans indemnités.

12. GÉNÉRALITÉS. La nullité ou l'inapplicabilité de l'une des clauses des présentes conditions générales ne peut affecter la validité ou l'applicabilité des autres clauses. Le cas échéant, les parties s'engagent à remplacer la clause nulle ou inapplicable par une clause valable qui sera la plus proche, d'un point de vue économique, de la clause nulle ou inapplicable.

Le fait que le vendeur ne se prévale pas des présentes conditions générales de vente à un moment donné ne peut être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement.

Toute communication ou notification entre parties sera valablement effectuée pas lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique avec accusé de réception.

13. DROIT APPLICABLE. Le droit applicable est le droit belge.

14. TRIBUNAUX COMPÉTENTS. Toute contestation émise par le client relativement à la conformité d'une fourniture de service ou d'un rapport ne sera recevable que pour autant qu'elle soit adressée dans les 10 jours de la fourniture du service ou du rapport. Tout litige relatif à la validité, l'interprétation et l'exécution des présentes conditions générales qui ne peut être résolu à l'amiable sera de la compétence exclusive des tribunaux de Liège, sauf si l'acheteur agit à des fins non professionnelles, auquel cas le litige sera soumis, au choix du demandeur, à la compétence des juridictions désignées par l'article 624, 1^o, 2^o ou 4^o du Code judiciaire.

ALGEMENE VERKOOPSVOORWAARDEN

In geval van geschil, zal enkel de franse versie van dealgemene voorwaarden gelden.

1. TOEPASSINGSVELD. Onderhavige voorwaarden zijn van toepassing op elk contract waardoor het Instituut scientifique de service public, hierna « ISSeP » genoemd, zich verbindt tot de uitvoering ten bate van zijn medecontractant van enigerlei materiële of intellectuele prestatie. De klant wordt geacht ze te kennen en zonder voorbehoud te aanvaarden. Ze sluiten de eventuele algemene en bijzondere aankoopvoorwaarden van de klant uit, tenzij de verkoper, degelijk vertegenwoordigd in de persoon van zijn directeur generaal, uitdrukkelijk, schriftelijk zijn instemming heeft betuigd betreffende de gehele of gedeeltelijke toepassing ervan.

2. OFFERTE. Onze offertes worden kosteloos opgesteld op basis van de door de klant meegedeelde inlichtingen.

3. PRIJZEN. Onze prijzen zijn vermeld zonder belastingen. In de huidige stand van de wetgeving, is ISSeP niet B.T.W.-plichtig. Indien een wijziging van de wet evenwel de prestaties van het Instituut zou onderwerpen aan enigerlei belasting of taks, dan zouden deze aan de klant aangerekend worden boven de vermelde prijs.

De klant magcht de verkoper de overeengekomen prijs te herzien ten belope van een maximumbedrag van 80 % van de prijs naargelang van de verhoging, tussen de afsluiting van de verkoop en de uitvoering ervan, van de werkelijke kostprijs der volgende parameters: goederen, grondstoffen, lonen en energie, waarbij we te verstaan deze parameters van toepassing zijn ten belope van het deel van de prijs die overeenstemt met de kostprijs die ze vertegenwoordigen.

4. BETALINGSVOORWAARDEN. ISSeP behoudt zich het recht voor een voorschot te eisen op het ogenblik van de bestelling, waarbij het saldo dan betaalbaar is op voorlegging van de factuur. Als het contract de betaling van een voorschot voorziet, vat de leveringstermijn pas aan vanaf de datum van deze betaling.

Behoudens uitdrukkelijke tegengestelde vermelding, zijn de facturen van ISSeP betaalbaar binnen de 15 kalenderdagen na hun ontvangst. Elke betwisting betreffende deze laatste moet aan de verkoper meegedeeld worden, per aangetekende post, uiterlijk binnen de 10 kalenderdagen na ontvangst, bij gebrek waaraan er geen rekening zal mee gehouden worden.

In geval van niet naleving van de vervaldag, zullen de door de klant verschuldigde bedragen interest dragen, rechtens en zonder ingebrekestelling, volgens de wettelijke rentevoet die van toepassing is in geval van vertraging van betaling inzake handelstransacties. Bovendien zullen de bedragen die onbetaald blijven 15 dagen na de versturing van een ingebrekestelling rechtens de aanrekening meebrengen van een forfaitaire schadeloosstelling ten bedrage van 15 % van de hoofdsom, interest en kosten met een minimumbedrag van 75 euro.

In geval van gerechtelijke inning van enigerlei factuur, is de klant de redelijke inningskosten verschuldigd, zoals de advocatenkosten en de interne kosten die het bedrag van de forfaitaire schadeloosstelling zouden overstijgen.

5. TERMIJNEN. Behoudens andersluidende schriftelijke en aanvaarde bepaling, worden de bestellingen uitgevoerd, binnen de kortst mogelijke termijn, in de chronologische volgorde van hun ontvangst door ISSeP. Er wordt tussen de partijen verstaan dat de verzeite van een uitvoeringsprioriteit, gewenst door de klant of eigen aan de feiten van de zaak, met inbegrip van deze zij zich voordoen in de loop van de uitvoering, een bijkomende kost kan meebrengen die aan de klant zal aangerekend worden.

Indien de klant de termijn niet naleeft die hij bepaald heeft in de bestelbon of als de uitvoering van de prestatie gehinderd wordt om enigerlei aan hem te wijten reden, dan behoudt ISSeP zich het recht voor de termijn te verlengen en aan de klant de aldus gemaakte kosten in rekening te brengen.

ISSeP kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor een vertraging die aan derden te wijten is of aan een vreemde oorzaak (panne van een instrument, in gebreke blijven van de leveranciers of dienstverleners stroomopwaarts, enz.).

6. RAPPORT. Sommige bestellingen worden afgesloten met de opstelling van een rapport dat de resultaten, de gebruikte methodes en commentaren van het Instituut vermeldt. Behoudens andersluidende voorafgaande afspraak, wordt het verslag opgesteld in het Frans.

De termijn voor de aflevering van het rapport wordt slechts als aanwijzing gegeven. Een eventuele vertraging kan nooit aanleiding geven tot een eis tot schadevergoeding en rente, noch tot de annulering van de bestelling.

Behoudens tegengesteld verzoek, zal het rapport per gewone post naar de klant worden gestuurd. Tenzij de bestelling anderszins beschikt, zal geen enkel gedeeltelijk of tussentijds resultaat meegedeeld worden. Enkel de schriftelijke versie, gedateerd en ondertekend, zal als vaststaand en definitief beschouwd worden.

De klant ontzegt zichzelf formeel de resultaten waarvan ISSeP de auteur is op eigen naam te nemen.

7. INDUSTRIËLE EIENDOM. De klant zal alle nuttige voorzorgsmaatregelen treffen en ISSeP vrijwaren van alle processen inzake namaak of andere betwistingen die het geheel of een gedeelte van de bestelling betreffen en die uitgeoefend zouden worden door de titularis van enigerlei industrieel eigendomsrecht.

Ingeval de resultaten van de bestelling verspreid zouden worden met wetenschappelijke doeleinden (communicaties, publicatie), verbindt de klant zich ertoe ISSeP in te lichten, evenals zijn naam te vermelden en zijn rol duidelijk aan te geven.

Indien de resultaten van de bestelling leiden tot de indiening van een octrooi, een model of de toekenning van enige andere bescherming van intellectuele eigendom, verbindt de klant zich ertoe ISSeP in te lichten en, in de documenten tot het bekomen van de bescherming, zowel de naam van ISSeP te vermelden als die van de personeelsleden van het Instituut die de bestelling hebben uitgevoerd.

Indien de bijdrage van ISSeP een belangrijke inbreng is, zal de klant aan ISSeP een kosteloze licentie toekennen, zonder uitsluiting en met de ruimste weerslag. Bovendien zal hij aan ISSeP de helft van de royalty's afstaan in geval van een licentie aan derden of de helft van de prijs in geval van verkoop van de rechten aan derden.

8. VERANTWOORDELIJKHEID. De klant blijft verantwoordelijk voor de materies, voorwerpen en monsters, evenals hun verpakking, die hij bij ISSeP deponeerf of laat deponeren. Onafgezien van de aanwijzingen die in de bestelling kunnen voorkomen, verbindt de klant zich ertoe, schriftelijk bij de deponering, elk bijzonder kenmerk te melden dat van aard is enigerlei weerslag te hebben inzake de behandeling, de gezondheid of de veiligheid. Behoudens andersluidende eis vanwege ISSeP, moet de klant de gedeponeerde materies, voorwerpen, monsters of verpakkingen terugnemen binnen de maand na de betekening die hem terzake zal overgemaakt worden. Bij gebrek hieraan, zullen hem de opslag- en verwijderingskosten aangerekend worden. Ingeval een opslag noodzakelijk zou blijken voor een periode die langer is dan die van de prestaties van ISSeP, zal de klant, desgevallend, de bijkomende opslagkosten dragen.

In geen geval zal ISSeP verantwoordelijk zijn voor de werkzaamheden of prestaties die voortvallen uit een degene die voorkomen in de aanmaarde bestelling, zelfs als ze door hem worden voorgeschreven. ISSeP zal evenmin verantwoordelijk zijn voor de eventuele processen en beschuldigingen die tegen de klant zouden kunnen gevoerd worden ingevolge de correcte uitvoering van de bestelling.

ISSeP waarborgt een interne kwaliteitscontrole, volgens de regels van de kunst en de geldende normen. Ingeval een klacht gegronnd is, is de waarborg van ISSeP beperkt tot de herhaling, binnen de kortst mogelijke termijn, van alle prestaties die noodzakelijk zijn voor de goede afwerking van de bestelling.

De klant dient ISSeP in te lichten wanneer de prestaties van de bestelling deel uitmaken van een gerechtelijke procedure.

9. VERTROUWELIJKHEID. ISSeP verbindt zich ertoe geen enkele informatie, ontvangen of ingewonnen in het kader van de contractuele betrekkingen, te onthullen aan personen of overheden, zonder schriftelijke toestemming van de klant, uitgezonderd wanneer de ISSeP handelt als aangemelde instelling. In dat geval is de ISSeP verplicht, op verzoek en volgens de voorziene en desbetreffende voorwaarden bepaald door de Europese richtlijnen of reglementen, de informatie te verschaffen aan de genotificeerde overheid of overige aangemelde organismen.

10. BESCHERMING VAN DE PRIVACY. De verwerking, door de verkoper, van de persoonlijke gegevens van de koper heeft als bedoeling, de uitvoering van onderhavige overeenkomst, de klantenadministratie en de promotie van de producten en diensten van de verkoper. Behoudens uitdrukkelijk andersluidend verzoek van de klant, behoudt ISSeP zich het recht voor hem te vermelden in zijn jaarlijkse klantenlijst (activiteitsverslag). Op ieder ogenblik beschikt de klant over een kosteloos toegang-, controle- en rectificeringsrecht van de hem betreffende gegevens, overeenkomstig de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de privacy inzake de verwerking van gegevens van persoonlijke aard.

11. EXTERNE OORZAAK EN OVERMACHT. In geval van een oorzaak die extern is aan ISSeP, evenals in geval van overmacht (met inbegrip van uitmuntingspanne, brand, staking, ...), zal ISSeP de keuze hebben tussen:
- zijn verplichtingen zo lang schorsen als de gebeurtenis duurt,
- de onbinding van het contract, rechtens en zonder vergoeding, uit te spreken.

12. ALGEMEENHEDEN. De nietigheid of de ontoepasbaarheid van een der clauses van onderhavige algemene voorwaarden kan de geldigheid of de toepasbaarheid van de andere clauses niet aantasten. Desgevallend verbinden de partijen zich ertoe de nietige of ontoepasbare clause te vervangen door een geldige clause die, uit economisch standpunt, de nietige of ontoepasbare clause zo dicht mogelijk zal benaderen.

Het feit dat de verkoper zich op een gegeven ogenblik niet voorstaat op onderhavige algemene verkoopvoorwaarden kan niet géintérpreteerd worden als een verzaking zich er later op te beroepen.

Elke communicatie of betekening tussen de partijen zal geldig gebeuren per aangetekende brief, fax of electronische post met ontvangstbewijs.

13. TOEPASSELIJK RECHT. Het toepasselijke recht is het Belgische recht.

14. BEVOEGDE RECHTBANKEN. Elke betwisting vanwege de klant betreffende de conformiteit van een dienstverlening of van een rapport, zal slechts onvanankelijk zijn als ze binnen de 10 dagen na de aflevering van de dienst of van het rapport overgemaakt wordt. Elk geschil betreffende de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van onderhavige algemene voorwaarden die niet in der minne kan opgelost worden, zal tot de uitsluitende bevoegdheid behoren van de rechtbanken van Luik, behalve indien de koper optreedt wegens niet-professionele doeleinden, in welk geval het geschil voorgelegd zal worden, naar keuze van de eiser, aan de bevoegdheid van de jurisdicties vermeld in artikel 624, 1^o, 2^o en 4^o van het Gerechtelijk Wetboek.

GENERAL SALES TERMS

In case of litigation, only the French version of the general conditions will be considered to be authentic.

1. **FIELD OF APPLICATION.** The present terms are applicable to every contract by which the Institut scientifique de service public, hereafter called "ISSEP", undertakes to carry out to the benefit of its co-contractor any material or intellectual task. The client is considered as knowing them and accepting them without reservation. They exclude the possible general and particular purchase terms of the client, unless the seller, duly represented by its general manager, explicitly and in writing has expressed his agreement on their complete or partial application.

2. **OFFER.** Our offers are established free of charge on the basis of the information provided by the client.

3. **PRICES.** Our prices do not include the taxes. In the present state of the legislation, ISSEP is not registrant to V.A.T. If however a modification of the law should subject the work of the Institute to any tax, this would be invoiced to the client as a supplement to the indicated price.

The client authorises the seller to review the agreed price to a maximum of 80 p.c. of the price depending on the rise, between the conclusion of the sale and its implementation, of the actual cost of the following parameters: goods, raw materials, wages and energy, it being understood that these parameters apply to the extent of the part of the price corresponding to the cost they represent.

4. **TERMS OF PAYMENT.** ISSEP reserves the right to ask a deposit at the moment of ordering, the balance being then due on presentation of the invoice. If the contract foresees the payment of a deposit, the term of delivery will only start from the date of payment.

Except explicitly stated otherwise, the invoices of ISSEP are to be paid within 15 calendar days after reception. All rejections about the latter must be notified to the seller, by registered post, at the latest within 10 calendar days after reception, under pain of being ignored.

In case the deadline is not respected, the amounts due by the client will bear interest, ipso jure and without putting in default, to the legal rate applicable in case of late payment in the framework of market transactions. Moreover, the amounts remaining unpaid 15 days after a putting in default has been sent will ipso jure bear a fixed indemnification of 15 p.c. of the main amount, interest and cost to a minimum amount of 75 euros.

In case of judicial recovery of any invoice, the client is liable of the reasonable recovery cost, such as the lawyer's fee and the internal cost which would be superior to the fixed indemnification.

5. **TERMS OF DELIVERY.** Except for different written and accepted provision, the orders are carried out, within the shortest possible term, in the chronological order of their reception by ISSEP. The parties agree that the requirement of a priority of execution, wished by the client or inherent to the facts of the case, including those arising in the course of the execution, may entail an extra cost which will be invoiced to the client.

If the client does not respect the term determined by him in the purchase order or if the execution of the work is hampered for any reason due to him, ISSEP reserves the right to prolong the term and to invoice the client for the cost thus incurred.

ISSEP cannot be held responsible for a delay due to third parties or to an extraneous cause (breaking down of an instrument, default of the suppliers of goods or services, etc.).

6. **REPORT.** Some orders are concluded by the writing of a report mentioning the results, the applied methods and comments of the Institute. Except if otherwise agreed previously, the report will be written in French.

The term of delivery of the report is only given as an indication. A possible delay can never entail a request for indemnification and interest, nor to the cancellation of the order.

Except a contrary request, the report will be forwarded by ordinary mail to the client. Unless the order specifies otherwise, no partial or intermediate result will be communicated. It is exclusively the written version, dated and signed, which will be considered to be established and final.

7. **INDUSTRIAL PROPERTY.** The client will take all useful precautions and will guarantee ISSEP from all legal actions concerning infringement or other claims concerning all or part of the order and implemented by the owner of any industrial property right.

In case the results of the order are disseminated to scientific ends (communications, publishing), the client undertakes to inform ISSEP, as well as to mention its name and to clearly state its part.

If the results of the order entail a patent, a model or any other protection of intellectual property, the client undertakes to inform ISSEP and to mention, in the documents requesting the protection, both the name of ISSEP and that of the staff of the Institute who have carried out the order.

If the contribution of ISSEP is important, the client will confer a license free of charge to ISSEP, non exclusive and with the largest effect. Moreover, he will refund to ISSEP half of the royalties in case of a license to third parties or half of the price in case of sale of the rights to third parties.

8. **RESPONSIBILITY.** The client remains responsible for the matters, objects and samples, as well as their packaging, which he deposits or has delivered at ISSEP. Independently of the indications which may appear in the order, the client undertakes, by writing on deposit, to mention any particular feature that is of a nature to have any kind of repercussion as to the handling, health or safety. Except in the case of different requirement on the side of ISSEP, the client must take back the deposited matters, objects, samples or packagings within the month of the notification which will be forwarded to him in the matter. If not, the cost of storage and evacuation will be invoiced. Should a storage is necessary for a period longer than that of ISSEP's services, the client shall support, should the case arise, the extra storage cost.

ISSEP will not in any case be responsible for the works preceding those appearing in the accepted order, even if prescribed by the Institute. ISSEP will no more be responsible for the possible trials and accusations which may be introduced against the client following the correct implementation of the order.

ISSEP guarantees an internal quality control, according to the state of the art and the equivalent standards. If a complaint is not founded, ISSEP's guarantee is limited to the repetition, as soon as possible, of all work required for the correct completion of the order.

The client must inform ISSEP if the order is part of a judicial procedure.

9. **CONFIDENTIALITY.** ISSEP commits himself to disseminate no information received as part of the contractual relationship, to whatever authority or person, without prior written approval of the client except when ISSEP acts as a notified body. For the latter situation, on request and in the conditions given by the concerned European Directive or Regulation, ISSEP shall provide relevant information to the national authority in charge of the notification or to other notified bodies

10. **PRIVACY PROTECTION.** The processing, by the seller, of the personal data of the client aims at the implementation of the present convention, the client administration and the promotion of the products and services of the seller. Except if the client expressly requests otherwise, ISSEP reserves the right to mention him in its annual clients' list (activity report). The client has at all times a free right of access, control and rectification of the data about him, in conformity with the law of 8 December 1992 on the protection of privacy in the field of the processing of data of a personal nature.

11. **EXTRANEIOUS CAUSE AND FORCE MAJEURE.** In case of a cause extraneous to ISSEP, as in the case of force majeure (including breakdown of equipment, fire, strike,...), ISSEP will have the choice between:
- suspending its obligations as long as the event exists,
- pronouncing the resolution of the contract, ipso jure and without indemnification.

12. **GENERAL.** The invalidity or non applicability of one of the clauses of the present general terms cannot affect the validity or the applicability of the other clauses. Should the case arise, the parties undertake to replace the void or inapplicable clause by a valid clause which, from the economic point of view, will approach as much as possible the void or inapplicable clause.

The fact that the seller does not claim at a given moment the present general sales terms, cannot be interpreted as waiver to claim them later.

All communication or notification between the parties will validly be done by registered post, fax or electronic mail with receipt message.

13. **APPLICABLE LAW.** The applicable law is the Belgian law.

14. **COMPETENT TRIBUNALS.** All disagreement on the part of the client concerning the conformity of the service or of a report, will only be receivable if it is communicated within 10 days after delivery of the service or of the report. All disagreement concerning the validity, the interpretation or the execution of the present general conditions which cannot be settled amicably, will belong to the exclusive competence of the tribunals of Liège, except if the client acts from non professional motives, in which case the disagreement will be submitted, to the choice of the claimant, to the competence of the jurisdictions mentioned in article 624, 1°, 2° and 4° of the Judicial Code.